



**HAL**  
open science

## Mobilités professionnelles. Contextualisations et incidences.

Cédric Hugrée, Paul Lehner, Jean-Baptiste Paranthoën

► **To cite this version:**

Cédric Hugrée, Paul Lehner, Jean-Baptiste Paranthoën. Mobilités professionnelles. Contextualisations et incidences.. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2021, 122, pp.3-8. 10.3917/gen.122.0003. hal-03194915

**HAL Id: hal-03194915**

**<https://hal.science/hal-03194915>**

Submitted on 4 Jan 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Les mobilités professionnelles Historicisation, contextualisation et incidences**

Coordination :

Cédric Hugrée, Paul Lehner et Jean-Baptiste Paranthoën

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, on estime que les individus nés dans les années 1960 et âgés de 40 ans ont connu 4 emplois en moyenne au cours de leur première partie de carrière. Au même âge, ceux nés dans les années 1940 en avaient connu 2,7 en moyenne (Rouxel, Virely, 2012). Sur le temps long, la hausse des changements de situations face à l'emploi semble attestée. Leurs variations sur les décennies les plus récentes restent cependant sujettes à d'importants débats empiriques et théoriques. La hausse de la mobilité professionnelle « en général » des dernières décennies semble indissociable du risque accru face au chômage et de l'essor des emplois précaires en début de carrière ; les changements d'emploi apparaissant relativement stables (de Larquier, Rémillon, 2008).

Plus fréquents, les changements de situations socioprofessionnelles ont surtout été érigés en norme pour faire carrière : le changement d'emploi est largement encouragé par les pouvoirs publics qui le considèrent comme un outil de régulation du marché du travail (Roulet, 2018). De nombreux dispositifs promeuvent les reconversions professionnelles, qu'elles soient liées à des aspirations ou des stratégies personnelles des actifs (VAE, FTLV, CPF etc.) ou à des plans de licenciements dans les entreprises (PSE). Plus largement, ces injonctions à la mobilité sont au fondement de la transformation des modes de protection sociale principalement élaborées en France après la Seconde Guerre mondiale. La mobilité professionnelle se retrouve en effet au cœur même de l'encadrement toujours plus contraignant des chômeurs et du passage à un système de retraites « à points » recensant désormais les périodes d'activité et de chômage de l'ensemble de la carrière des actifs. C'est ainsi que la mobilité professionnelle apparaît aujourd'hui centrale dans une société affirmant récompenser toujours plus l'effort individuel et le talent personnel.

Fait social et politique majeur de la France contemporaine, l'analyse de la mobilité professionnelle reste bien souvent cantonnée à l'analyse quantitative du marché du travail et à l'identification des déterminants de ses différentes formes (cf. Duhautois, Petit, Rémillon, 2012 : 7-19). Cet objet a certes bénéficié de l'intégration de nouvelles questions aux dispositifs existants (comme le module « calendrier professionnel » au sein de l'enquête FQP 2003) et du développement des enquêtes par panel, pour restituer la variété des positions occupées par un individu et réaliser des typologies de carrière (tel que l'Enquête Carrière et mobilité adossé à l'enquête Emploi de 1989, cf. Larquier, Rémillon, 2008). Mais, la multiplication des opportunités de quantifier les déplacements professionnels des individus n'a paradoxalement pas abouti à des résultats systématiques sur la progression de la mobilité (L'Horty, 2004) : s'il existe en effet de nombreux indicateurs qui rendent compte des différentes facettes des déplacements socioprofessionnels, ceux-ci restent d'abord dépendants des cycles économiques et des enquêtes, outils et échelles permettant de les quantifier (Chenu, 1997). Les mobilités professionnelles prennent des formes différentes suivant la structure duale du marché du travail avec un pôle interne constitué schématiquement d'une mobilité ascendante choisie et un autre externe qui serait caractérisé par la précarité et où la mobilité serait subie (Amossé, 2011 ; Amossé, Ben Halima, 2010).

Le désintérêt des sciences sociales pour la mobilité professionnelle semble d'autant plus problématique que la mobilité sociale connaît, elle, un véritable renouvellement. Plusieurs publications ont en effet engagé une mise en dialogue de plusieurs sous-champs disciplinaires (Pasquali, Pagis, coord. 2016) et proposé un inventaire critique des théories dominantes sur cet objet (Sinthon, 2018). Ces enquêtes ont souligné l'intérêt à varier les

temporalités, les différentes scènes sociales et les échelles d'observation des déplacements sociaux intergénérationnels. Ils ont ainsi accordé une place nouvelle aux incertitudes et aux dimensions moins connues des parcours. Dans ce paysage, le renouveau de l'historiographie sur la mobilité professionnelle à l'époque moderne (Caracausi, Rolla, Schnyder, 2018) constitue une exception qui témoigne de l'intérêt de dés-encadrer la question des changements socioprofessionnels de celle de l'organisation de l'emploi sous forme de marché. Ce dossier s'inscrit dans cette dynamique et se consacre plus particulièrement à l'étude des dimensions historiques, sociales, générationnelles et familiales des mobilités professionnelles, tant cet objet dépasse le seul cadre de l'emploi.

Ce faisant, il place au premier rang de ses questionnements la séparation entre deux champs de recherche : la mobilité professionnelle d'un côté, la mobilité sociale de l'autre. Historiquement, la mobilité sociale traite des évolutions des positions intervenant entre les générations (Thélot, 1982); la mobilité professionnelle porte quant à elle sur les changements que connaît un même individu vis-à-vis de l'emploi au cours de sa vie active (Duhautois *et alii*, 2012), qu'il s'agisse du changement de poste, d'établissement (interne) ou d'entreprise (externe), de secteur, de statut, de niveau de qualification ou encore des transitions entre chômage, inactivité et emploi. Cette partition est le résultat d'une série d'enjeux méthodologiques et théoriques liés notamment à l'utilisation de catégories statistiques (Desrosières, 2010) qui ont contribué à séparer deux objets d'études pourtant proches. Sous l'effet d'une technicisation grandissante de l'appareil statistique et de la quantification des parcours professionnels, une déconnexion s'est en effet opérée entre les chercheurs travaillant sur la mobilité sociale et ceux qui s'intéressent à la mobilité professionnelle (Monso, Thévenot, 2010). Cette distinction a longtemps recouvert un découpage disciplinaire entre les sociologues qui se sont principalement intéressés aux processus de mobilité entre les générations et à la place qu'y occupe l'École, et les économistes du travail qui se sont concentrés quant à eux sur les mobilités professionnelles (Coutrot, Dubar, 1992) pour rendre compte des transformations récentes du marché du travail (Amossé, 2003).

La sociologie américaine a ouvert la voie à un dialogue plus systématique entre l'étude des faits économiques et professionnels. À la suite d'Harrison White (1970), des travaux de sociologie économique ont mis à l'épreuve la vision atomistique véhiculée par la théorie du capital humain (Abbott, Smith, 1983) pour défendre une approche structuraliste réencadrant les mobilités professionnelles au sein des relations sociales (Granovetter, 1985). Les perspectives interactionnistes (Hughes, 1956 ; Becker 1963) puis néo-wébériennes (Abbott, 1989) ont quant à elles renouvelé l'étude des professions en combinant, pour les premiers, l'étude des dimensions subjectives et objectives des changements d'emploi, et en intégrant, pour les seconds, les trajectoires d'emploi dans un tissu de relations interprofessionnelles et dans leur dimension symbolique. Cette perspective s'est manifestée en France par un intérêt grandissant pour les instances d'intermédiation (Bessy, Eymard-Duvernay, 1997 ; Gauthier, Godechot, Sorignet, 2005) qui laisse cependant dans l'ombre la dimension individuelle et dynamique des histoires de vie (Rosenfeld, 1992).

Le dépassement de ce cloisonnement disciplinaire se justifie ensuite au regard de l'hégémonie des recherches économétriques qui ont en partie rendu invisibles les cheminements professionnels réels des individus (Germe, Monchatre, Pottier, 2003), mais aussi nous le verrons, en oubliant les nombreuses scènes sociales où se jouent concrètement les déplacements socioprofessionnels. Ce constat illustre les angles morts de la seule connaissance quantitative de « la » mobilité professionnelle. Il implique *a minima* l'utilisation du pluriel pour prendre en compte la diversité des changements de situation au sein du marché du travail et des sens qu'ils revêtent pour les individus.

Enfin, la fécondité des perspectives qui lient l'étude de la stratification sociale à celle relative au fonctionnement du marché du travail confirme l'intérêt de dépasser ce cloisonnement disciplinaire. Alors que la mobilité sociale a pendant longtemps constitué un indicateur de la fluidité des sociétés et par là de leur degré de reproduction sociale, elle semble aujourd'hui de plus en plus décorrélée de l'évolution des inégalités (Jarvis, Song, 2017). Ce résultat nous invite par exemple à relier les trajectoires d'insertion de diplômés sur le marché du travail aux mobilités scolaires et sociales qui les ont rendues possibles et leur donnent un sens.

Comment observer concrètement ces formes de mobilité et leur réversibilité ? Quel sens leur donner sans se fier aux seuls discours rétrospectifs et aux catégories statistiques ? On sait par exemple que la restitution des parcours aux amplitudes très importantes n'échappe pas aux logiques de mise en récit des conversions (Berger, Luckmann, 2006). Comment analyser l'articulation de ces mobilités avec les autres sphères de vie tant pour comprendre leurs conditions de possibilité que leurs effets sociaux ?

Pour traiter ces questions, ce numéro propose donc de se placer au « ras des parcours » tout en les reliant aux conditions concrètes de leurs possibilités afin de déborder les champs disciplinaires qui traitent traditionnellement des cheminements professionnels. Ce dossier entend s'appuyer sur le renouvellement récent des recherches relatives à la mobilité sociale. Réinterroger les niveaux d'agrégation mobilisés dans les enquêtes statistiques (Hugrée, 2016) invite par exemple à décentrer le regard des seules mobilités ascendantes pour observer les trajectoires de déclassement (Chauvel, 2014 ; Peugny, 2009) et celles de plus faible amplitude (Jonsson *et alii*, 2009) qui ne sont pas sans effets sur les pratiques des individus (Lahire, 2004) et les manières de se penser. Parce qu'elle permet de rendre compte de l'interdépendance des univers sociaux, l'analyse biographique suggère que le passage de frontières entre groupes sociaux n'implique pas mécaniquement une clôture avec le milieu d'origine ni même une adhésion automatique à celui d'arrivée (Mischi, 2014). D'autres travaux, qu'ils soient qualitatifs (Pasquali, 2010) ou quantitatifs (Naudet, 2012), ont d'ailleurs montré l'intérêt de prendre en compte les « ajustements » et les « accommodements » qui rendent les mobilités acceptables (Memmi, 1996b) dont la pente apparaît alors moins univoque (Paranthoën, 2015). En outre, il s'agit de souligner les limites des approches rationnelles qui voient dans les bénéfices recherchés, tels que l'augmentation du revenu, les seuls ressorts des mobilités professionnelles mais aussi celles liées au caractère surplombant des perspectives macroscopiques. Redonner une perspective processuelle et multidimensionnelle aux cheminements professionnels grâce à l'analyse biographique attentive tant à leur contexte qu'à leur temporalité, revient à parler de « déplacements » (Memmi, 1996a) plutôt que de « carrière ». En effet, l'usage courant de cette expression (« *faire carrière* ») réduit son potentiel critique qui en fait sur d'autres objets un instrument pertinent d'objectivation (Darmon, 2008). Il s'agit de rompre également avec le sens savant aujourd'hui dominant à l'échelle internationale qui vise à identifier, à partir du seul traitement mathématique et statistique de données publiques, les causes explicatives des mobilités (Kalleberg, Mouw, 2018). Enfin, si la restitution des « parcours » permet d'interroger les effets de l'individualisation de la gestion de la main d'œuvre et de la dés-institutionnalisation de la carrière (Monchatre, 2007), c'est au dépend de leur réinsertion au sein de l'espace social (Zimmermann, 2014) empêchant alors une réflexion sur leur contribution à la (re)production des inégalités sociales. En défendant l'usage de la notion de déplacements, ce dossier entend montrer la pertinence de relier deux traditions de recherche – sur la mobilité professionnelle et sur la mobilité sociale – que les découpages disciplinaires ont jusque-là scindés artificiellement.

Ces questions s'articulent à trois enjeux principaux que les articles de ce dossier contribuent à explorer en mêlant différentes approches et méthodes d'analyses.

## 1. Historicisation et déconstruction des stéréotypes professionnels et sociaux

Ce dossier vise tout d'abord à mettre l'actualité des mobilités professionnelles contemporaines à l'épreuve des observations historiques. S'il s'agit premièrement de discuter du caractère « inédit » des parcours professionnels des individus, l'enjeu est aussi de rappeler que les déplacements socioprofessionnels ont préexisté à l'organisation de l'emploi sous la forme d'un marché « national ». Les migrations de la classe ouvrière turinoise du début du XX<sup>ème</sup> siècle (Gribaudo, 1987), la disparition des paysans en France depuis la seconde guerre mondiale (Champagne, 2002) ou les restructurations des sites sidérurgiques franco-belges engagées depuis les années 1970 (Lomba, 2018) sont autant d'exemples rappelant que les grandes transformations des structures sociales s'incarnent dans des parcours professionnels (stables, heurtés ou accélérés) observables à l'échelle d'un territoire, d'une entreprise dans une configuration historique donnée. On apprend ainsi que les mobilités professionnelles n'apparaissent pas avec le déclin de la société fordiste mais lui préexistent. Sur la base d'archives de diverses natures (archives d'institutions et de corporations notamment), l'article de Béatrice Zucca Micheletto propose une réflexion sur les couches moyennes et basses Turinoises entre le XVIII<sup>ème</sup> et la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. À rebours d'une vision qui associerait la configuration pré-industrielle à l'immobilisme, comme miroir d'une modernité vectrice d'une plus grande fluidité, l'auteur met au jour des micro-mobilités horizontales du quotidien observables à partir du croisement de plusieurs listes nominatives produites dans le cadre des recensements de population.

La mise en lumière des changements d'emplois, de secteur et d'activité dans des configurations variées offre également l'occasion de déconstruire les stéréotypes de groupes sociaux « immobiles » ou « mobiles » professionnellement. À la lecture du texte de Séverine Misset, le lecteur apprendra par exemple que les classes populaires ont recours à des « déplacements discrets » peu observables à partir des outils statistiques publiques. En mobilisant des ressources différenciées selon leurs trajectoires sociales, les ouvriers de l'intérim, étudiés par Lucas Tranchant, élaborent des tactiques leur permettant de maîtriser leur changement d'entrepôt et de les vivre comme une insubordination à un employeur ou comme le gage d'une autonomie professionnelle. Plus largement, L. Tranchant parvient à montrer comment les ouvriers de la logistique et notamment ceux issus de classes moyennes jouent le jeu du marché de l'intérim et intensifient la concurrence en son sein, au détriment des moins dotés. On voit ici l'intérêt de repenser l'articulation entre la segmentation et la complexification des parcours professionnels et la fragilisation, reformulation des identités de classe dans le temps.

C'est pourquoi, ce numéro dessine une palette assez large du type de mobilités professionnelles rencontrées : allant des déplacements au sein d'une même organisation, de ceux qui entraînent un changement d'employeurs et/ou de secteur. Leur pente apparaît également variée puisqu'on retrouve, à côté des mobilités ascendantes et descendantes, des mobilités plus horizontales dont l'amplitude apparaît relativement faible. On comprend que pour les saisir, les différents articles présents dans ce dossier mettent en œuvre des opérations de recherche spécifiques et inédites, situées au croisement des outils qualitatifs et quantitatifs. L'article que Lise Bernard consacre à la rubrique savoir-faire constitue de ce point de vue une discussion méthodologique particulièrement stimulante sur les enquêtes et outils de la statistique publique visant à rendre compte de façon fine des positions professionnelles et par là confronter les échelles de quantification des parcours professionnels.

## 2. Gestion différentielle de la main d'œuvre et segmentation des horizons professionnels

L'attention que le dossier porte aux mécanismes de gestion différentielle des mains d'œuvre permet ensuite de mieux comprendre comment sont fabriqués et segmentés les horizons professionnels des individus et leurs conséquences en terme de représentation collective des groupes professionnels et sociaux. Au sein des débats suscités par le succès de la sociologie des professions (Vézinat, 2010), l'usage des méthodes longitudinale et biographique a principalement permis d'évaluer l'étanchéité des frontières de certains groupes professionnels ou l'hétérogénéité des carrières de manière comparative afin de saisir les dynamiques des groupes professionnels (Chenu, 1993). Ce sont sans doute les analyses des inégalités de carrière entre hommes et femmes dans les emplois qualifiés des secteurs publics et dans les professions académiques notamment, qui ont le mieux documenté et analysé les « plafonds de verre » professionnels (Buscatto, Marry, 2009, Marry et al., 2017) et finalement les « régimes d'inégalité » (Acker, 2009) façonnant différemment et systématiquement les déplacements professionnels selon le genre. La monographie d'entreprise, par le traitement des données quali-quantitatives internes, a également permis de lier les stratégies de mobilité des salariés, à celles des entreprises et de leurs politiques de gestion de la main d'œuvre à l'image de la fabrique des cadres dirigeants (Guillaume, Pochic, 2007) ou des privatisations d'entreprises publiques. Alors que les entreprises du secteur public ont pendant longtemps privilégié les promotions par la voie interne (Cartier et al., 2010), leur privatisation rend aujourd'hui beaucoup plus exceptionnelles ces trajectoires, au bénéfice d'un recrutement vers un public de cadre plus diplômé (Vezinat, 2011). Ce type d'enquête qui privilégie l'étude des mobilités verticales montre ainsi tout l'intérêt de recourir à des méthodes d'enquête mixtes comme le fait Anton Perdoncin. En recourant à des méthodes de représentation graphique de données prosopographiques, construites à partir d'un échantillon représentatif de 400 « dossiers de carrières » de mineurs marocains travaillant dans les Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais, et d'analyse géométrique des données, il dessine des trajectoires professionnelles marquées non seulement par les effets d'une politique de main-d'œuvre leur imposant un traitement différencié, mais aussi par les dynamiques propres des rapports de production miniers. Apparaît ainsi l'articulation entre mobilités professionnelles, politiques de restructuration/liquidation d'un secteur économique, et disparition d'un segment de la classe ouvrière.

Ce dossier entend également prolonger le regard au-delà du salariat du privé et de la fonction publique (Cartier, Join-Lambert, 2011) qu'il s'agisse du marché du travail de l'art (Lizé et al. 2011 et le texte d'Elie Guéraud dans ce numéro), des secteurs distinguant faiblement salariat et indépendance (Bernard, 2017). Paul Boulland et Nicolas Simonpoli montrent tout l'intérêt d'adopter une telle perspective au sujet de la gestion des permanents syndicaux (années 1960-1980) au sein de deux confédérations syndicales. En mobilisant deux registres d'archives, celles relatives au fonctionnement de la CGT et de la CFDT et celles concernant des dossiers personnels ou des correspondances, P. Boulland et Nicolas Simonpoli parviennent à montrer l'interpénétration des dynamiques de professionnalisation de l'action syndicale et de défense du capital militant affectant les horizons professionnels des permanents. Le cas des « secrétaires permanents » est particulièrement intéressant parce qu'il permet d'illustrer que les mobilités professionnelles ne trouvent pas leurs origines dans les réalités économiques mais sont plutôt le résultat d'une lutte intraconfédérale pour l'allocation de prérogatives politiques auxquelles sont associées des gratifications symboliques. Ils s'inscrivent par

conséquent dans le sillage des travaux de Granovetter (1994) tout en les complexifiant puisque replaçant les relations entre permanents dans un rapport de force situé et déterminé.

### 3. Le couple, la famille et les aspirations : les dimensions oubliées des mobilités professionnelles

Enfin, les comportements des agents ne peuvent être réduits à la seule équation coût/bénéfice au risque de ne pas pouvoir rendre compte de ceux qui paraissent économiquement non rationnels. Parce que dans un changement de situation professionnelle se joue autre chose que la simple relation de service entre une force de travail et une rémunération, il convient ainsi d'en restituer les enjeux symboliques (Bourdieu, 2017). C'est en intégrant les modes de respectabilité et de distinction, et plus largement, les styles de vie à l'analyse, que peut être compris l'ensemble des ressorts des déplacements dans l'espace professionnel. Or, en prenant l'individu comme unité d'observation, les enquêtes statistiques limitent les perspectives qui s'attachent à saisir l'évolution de la mobilité professionnelle et à en connaître les déterminants. On sait pourtant combien la sphère domestique et la sphère professionnelle peuvent être intriquées au sein des maisonnées (Weber, 2013). Comme le montre Séverine Misset au sujet des classes populaires stabilisées, les déplacements « discrets » au sein du marché du travail apparaissent alors moins individuels que conjugaux, familiaux et finalement collectifs tant ils s'articulent à des stratégies résidentielles et aux partages des tâches domestiques qui ne relèvent pas de la seule sphère professionnelle, à l'image par exemple des carrières internationales des cadres dirigeants (Wagner, 2010). Les approches biographiques montrent ainsi combien il est pertinent de penser ensemble les mobilités inter et intra-générationnelles qui sont longtemps restées cloisonnées. Pour prendre en compte les phénomènes de contre-mobilité d'abord, c'est-à-dire des parcours qui sont certes marqués par une forte mobilité intra-générationnelle mais qui s'apparentent en fait à une immobilité sociale (Bertaux, 1974). Ainsi, l'accès à une position socioprofessionnelle semblable à celle des parents peut cacher des parcours individuels différents, ce qui implique de prendre en compte l'évolution des cycles de vie au fil des générations (Baudelot, Establet, 2000). Il s'agit alors de penser l'articulation des mobilités intra et intergénérationnelles dans une perspective dynamique surtout lorsque l'on sait que l'amplitude des parcours individuels n'est pas sans conséquence sur l'estimation des positions par rapport à celles occupées par les parents (Merllié, 2006). D'autres formes de reproduction peuvent alors se jouer, moins dans l'accès à une position socioprofessionnelle identique ou équivalente à celles des parents que dans la pente de la trajectoire professionnelle. À la question des déterminants des déplacements professionnels qui domine aujourd'hui les débats s'ajoute alors celle de leurs effets sur les autres sphères de vie, résidentielles et familiales, interrogeant la façon dont les déplacements professionnels interfèrent ou non sur la mobilité sociale tant objective que subjective. L'article d'Elie Guéraud pointe l'intérêt d'une approche ethnographique au long cours pour dépasser la difficile articulation entre mobilité inter et intra générationnelle, sphère professionnelle et domestique ainsi que mobilité objective et subjective.

#### Bibliographie :

ACKER J. (2009), « From glass ceiling to inequality regimes », *Sociologie du Travail*, vol. 51, n°2, p. 199-217.

- AMOSSE T. (2002), « Vingt-cinq ans de transformation des mobilités sur le marché du travail », dans *Données sociales*, Paris, Insee, coll. « Insee Références », p. 235-242.
- AMOSSE T. (2003), « Interne ou externe, deux visages de la mobilité professionnelle », *Insee Première*, 921, septembre.
- AMOSSE T., BEN HALIMA M.-A., « Mobilité et stabilité sur le marché du travail : une dualisation en trompe-œil », *Connaissance de l'emploi CEE*, 2010.
- AMOSSE T., PERRAUDIN C., PETIT H., (2011) « Mobilité et segmentation du marché du travail : quel parcours professionnel après avoir perdu ou quitté son emploi ? », *Economie et statistique*, n°450, p. 79-105.
- BAUDELLOT C., ESTABLET R., (2000) *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*, Paris : Seuil.
- BERNARD L., (2017) « Des ascensions sociales par un métier commercial. Le cas des agents immobiliers », *Politix*, n° 114, p. 73-98.
- BERTAUX D., (1974) « La mobilité sociale graphique. Une critique de l'approche transversale », *Revue Française de Sociologie*, vol.15, p. 329-362.
- BESSY C., EYMARD-DUVERNAY F. (Dir), (1997), *Les intermédiaires du marché du travail*, Cahiers du Centre d'études de l'emploi, Paris : PUF.
- BOURDIEU P., (2017) *Anthropologie économique*, Paris : Seuil.
- BUSCATTO M., MARRY, (2009), « "Le plafond de verre dans tous ses éclats". La féminisation des professions supérieures au xx<sup>e</sup> siècle », *Sociologie du travail*, Vol. 51 - n° 2, p.170-182.
- CARACAUSI A., ROLLA N., SCHNYDER M., dir. (2018) *Travail et mobilité en Europe, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Villeneuve-d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion.
- CARTIER M., JOIN-LAMBERT O., (2011) « Promotions et migrations administratives : histoire, ethnographie, approches croisées. Introduction au numéro », *Travail et Emploi*, n°127, p.5-14.
- CARTIER M., RETIÈRE J. N., SIBLOT Y., « Introduction », dans CARTIER M., RETIÈRE J. N., SIBLOT Y. (dir.) (2010), *Le salariat à statut. Genèses et culture*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- CHAMPAGNE P., (2002), *L'Héritage refusé : La Crise de la reproduction sociale de la paysannerie française, 1950-2000*, Paris : Seuil.
- CHAUVEL L. (2016), *La spirale du déclassement. Essai sur la société des illusions*, Le Seuil, Paris.
- CHENU A. (1993), « Les ouvriers et leurs carrières : enracinements et mobilités », *Sociétés contemporaines* n°14-15, p. 79-91



CHENU A. (1997), « La descriptibilité statistique des professions », *Sociétés contemporaines*, n° 26, pp. 109-136.

COUTROT L., DUBAR C., (Dir.), (1992) *Cheminements professionnels et mobilités sociales*, Paris : La Documentation française.

CONSEIL D'ORIENTATION POUR L'EMPLOI (2009), *Rapport sur les trajectoires et les mobilités professionnelles*, Paris : COE.

CONVERT B., 2001, « Le Renouveau de la sociologie économique », *Journal des anthropologues*, 84, pp. 87-110.

DESROSIERES A., (2010) *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*. La Découverte, « Poche/Sciences humaines et sociales ».

DUHAUTOIS R., PETIT H., REMILLON D., (2012) *La mobilité professionnelle*, Paris : La Découverte, « Repères ».

GAUTIE J., GODECHOT O., SORIGNET P.-E, (2005) « Arrangement institutionnel et fonctionnement du marché du travail. Le cas de la chasse de tête », *Sociologie du travail*, vol. 47, p. 383-404.

GERME F., MONCHATRE S. et POTTIER F. (2003), *Les mobilités professionnelles : de l'instabilité dans l'emploi à la gestion des trajectoires*, Collection Qualification et prospective, La Documentation Française, Paris.

GRANOVETTER M. (1985), « Economic Action and Social Structure : the Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, n°91, 1985, p. 481-510.

GRIBAUDI M., (1987). *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XXe siècle*, Paris : éditions de l'EHESS.

GUILLAUME C., POCHIC S., (2007), « La fabrication organisationnelle des dirigeants. Un regard sur le plafond de verre », *Travail, genre et sociétés*, n° 17, p. 79-103.

HUGREE C., (2016) « Les sciences sociales face à la mobilité sociale. Les enjeux d'une démesure statistique des déplacements sociaux entre générations », *Politix*, n°114, p. 47-72

JARVIS B.F., Song X.? (2017), « Rising Intragenerational Occupational Mobility in the United States, 1969 to 2011 », *American sociological review*, n°82, p. 568-599.

JONSSON J.O., GRUSKKY, D.B., DI CARLO, M., POLLAK, R., BRINTON, M.C. (2009), « Microclass mobility: social reproduction in four countries », *American Journal of Sociology*, 114 (4), p. 977-1036.

KALLEBERG A. L. Mouw T., (2018) "Occupations, Organizations, and Intragenerational Career Mobility", *Annual Review of Sociology* 2018 44:1, 283-303

de LARQUIER, G., REMILLON D., (2008), « Assiste-t-on à une transformation uniforme des carrières professionnelles vers plus de mobilité ? Une exploitation de l'enquête Histoire de vie », *Travail et emploi*, n° 113, p. 13-30.

LAHIRE B., (2004) *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte.

L'HORTY, Y. (2004), « Instabilité de l'emploi : quelles ruptures de tendance? », Communication au séminaire *L'évolution de l'instabilité de l'emploi*, CERC.

LOMBA C.,(2018) *La restructuration permanente de la condition ouvrière. De Cockerill à ArcelorMittal*, Bellecombe-en-Bauge : Éditions du Croquant, coll. « Champ social ».

MARRY C., BERENI L., JACQUEMARY A., POCHIC, S. et REVILLARD A., (2017) *Le plafond de verre et l'Etat. La construction des inégalités de genre dans la fonction publique*, Paris, Armand Colin.

MEMMI D., (1996 a) « Les déplacés. Travail sur soi et ascension sociale : la promotion littéraire de Jules Romains », *Genèses*, vol. 24, n°1, p. 57-80.

MEMMI D., (1996 b) « L'ascension sociale vue de l'intérieur : les postures de la conquête », *Cahiers internationaux de sociologie*, n°100, p. 33-58.

MERLLIE D., (2006) Comment confronter mobilité « subjective » et mobilité « objective » ?, *Sociologie du travail*, XLVIII, n° 4, p. 474-486.

MONCHATRE S., (2007) , « Des carrières aux parcours... en passant par la compétence », *Sociologie du travail*, Vol. 49 - n° 4, 514-530.

MONSO O., THEVENOT L. (2010) « Les questionnements sur la société française pendant quarante ans d'enquêtes Formation et Qualification Professionnelle ». *Economie et statistique*, n°431-432, p. 13-36.

MISCHI J. (2014), « Des « paysans » chez les cheminots. Sorties partielles de l'agriculture et logiques distinctives en milieu industriel », *Sociétés contemporaines*, n° 96, p. 109-136.

PAGIS J., PASQUALI P., (2016) « Observer les mobilités sociales en train de se faire. Micro-contextes, expériences vécues et incidences socio-politiques », *Politix*, n° 114, p. 7-20.

PARANTHOËN J.B., (2014) « Déplacement social et entrées en agriculture. Carrières croisées de deux jeunes urbains devenus maraîchers », *Sociétés contemporaines*, n°96, p. 51-76.

PEUGNY C. *Le Déclassement*, Paris, Grasset, 2009.

ROSENFELD R. A., (1992) « Job Mobility and Career Processes », *Annual Review of Sociology*, Vol. 18, p. 39-61.

ROULET A. (2018), *Améliorer les appariements sur le marché du travail*. Presses de Sciences Po, « Sécuriser l'emploi ».

ROUXEL C., VIRELY B. (2012), « Les transformations des parcours d'emploi et de travail au fil des générations », *Documents Emploi et salaires de l'INSEE*.

SINTHON R. (2018) *Repenser la mobilité sociale*, Paris : EHESS.

THELOT C., (1982) *Tel père, tel fils ? Position sociale et origine familiale*, Paris, Dunod.

VEZINAT N., (2010), « Une nouvelle étape dans la sociologie des professions en France. Bilan critique autour des ouvrages de Didier Demazière, Charles Gadéa (2009) et Florent Champy (2009) », *Sociologie*, n°3, p. 413-420

VEZINAT N., (2011) « Fonctionnaires et contractuels en ascension : les conseillers financiers et les recompositions de la mobilité à La Poste », *Travail et Emploi*, n°128, p. 41-54.

WAGNER A.-C. (2010), *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte, 2010.

WEBER F. (2013) *Penser la parenté aujourd'hui. La force du quotidien*. Paris : Editions Rue d'Ulm, coll. « Sciences sociales ».

ZIMMERMANN B., (2014) *Ce que travailler veut dire. Une sociologie des capacités et des parcours professionnels*, Paris, Economica, coll. « Études sociologiques ».